



▶ DÉLÉGATION AUX AFFAIRES STRATÉGIQUES

# L'ETAT INDONESIEN FACE A L'EXTREMISME RELIGIEUX

Gestion de la violence et de l'intolérance

par Rémy Madinier, Asia Centre





La collection des **Carnets Stratégiques** proposée par la Délégation aux affaires stratégiques [DAS] du Ministère de la défense rassemble les meilleurs travaux commandés aux universités, centres, instituts et fondations œuvrant dans les domaines de la défense et de la sécurité.

Ces travaux portent sur des besoins précis et ponctuels, répondant le plus souvent à des questions liées à l'actualité, sans toutefois s'y limiter.

Le point de vue proposé dans chaque **Carnet Stratégique** n'engage que son auteur et ne saurait être considéré comme reflétant la position officielle de la Délégation aux affaires stratégiques ou de tout autre organisme du Ministère de la défense.

L'intégralité des **Carnets Stratégiques** est accessible sur [www.defense.gouv.fr/das](http://www.defense.gouv.fr/das).



Fondé en août 2005 par François Godement et une équipe de chercheurs et experts de l'Asie contemporaine, Asia Centre est une association qui a pour objectif de conduire des recherches sur l'Asie, en particulier sur les domaines et les thèmes qui déterminent et influencent les relations internationales sur les plans stratégique, politique social et économique.

Asia Centre développe ses programmes de recherche et analyses en s'appuyant sur un réseau international d'expertise associée grâce à des partenaires et aux dialogues informels qu'il entretient en Asie, en Europe et dans le monde.



**Au milieu des années 1990, l'Indonésie, jusque-là présentée comme un modèle de cohabitation entre religions, bascula dans la violence inter-confessionnelle et interethnique<sup>1</sup>.**

Les émeutes antichinoises qui éclatèrent à Medan en 1994 se reproduisent en de multiples endroits à Java l'année suivante. En 1996, les incidents prirent un tour nettement antichrétien avec les affrontements de Situbundo (Java-Est) au cours desquels 24 églises et écoles chrétiennes furent détruites en une seule journée. En décembre, des émeutes éclatèrent à Tasikmalaya (Java-Ouest) : plusieurs églises et temples bouddhistes furent saccagés. Au cours de cette seule année 1996, 71 lieux de cultes chrétiens furent détruits, brûlés ou endommagés. Ce type d'incident se multiplia les années suivantes : 92 en 1997 puis 134 en 1998, année de la chute de Suharto<sup>2</sup>.

Cette première vague de violences interconfessionnelles culmina aux Moluques, où une véritable guerre civile entre chrétiens et musulmans causa près de 5 000 morts et entraîna le déplacement d'un demi-million de réfugiés entre 1999 et 2002. **Cette même année l'Indonésie devint la cible d'un terrorisme international de grande ampleur.** Un an et un jour après le 11 septembre 2001, le premier attentat de Bali faisait près de 200 victimes, australiennes pour la plupart, et inaugura un cycle de « bombing seasons » régulières jusqu'en 2005.

---

<sup>1</sup> . Peuplée de 240 millions d'habitants, l'Indonésie est à 87% musulmane et compte 6% de protestants, 3% de catholiques, 1,5% d'hindouistes, 0,5% de bouddhiste et de confucianistes.

<sup>2</sup> SIDEL (John T.), Riots, pogroms, jihad. Religious violence in Indonesia, Singapore, NUS Press, 2007

Durant ces années, des milices islamistes s'emparèrent, durant les périodes de ramadan, des quartiers de débauche des grandes villes indonésiennes afin d'y imposer leur conception de la morale publique.

Après cette période, marquée par la quasi-disparition de toute régulation légitime de la violence, l'État indonésien fit progressivement son retour à la fin du mandat de Megawati Soekarnoputri puis, surtout, après l'élection de l'actuel président Susilo Bambang Yudhoyono, en 2004. Ainsi, depuis le règlement des conflits des Moluques et de Poso (Sulawesi-centre), aucun affrontement interconfessionnel majeur n'a touché le pays et les milices armées qui agissaient impunément dans ces régions, ont toutes été démantelées. Par ailleurs, les réseaux terroristes transnationaux ont été combattus avec un succès indéniable et ont vu la plupart de leurs projets d'attentats déjoués (des centaines d'arrestations, un seul attentat réussi en 6 ans).

**A bien des égards l'Indonésie a donc pu légitimement faire figure de modèle dans la gestion de l'extrémisme religieux.** A ce titre, le plus grand pays musulman du monde a attiré l'intérêt des capitales occidentales et, depuis peu, de certains pays arabes. **Pourtant, le pays n'en a pas terminé avec la violence et l'intolérance confessionnelles** : ses manifestations, moins spectaculaires que quelques années auparavant semblent désormais s'être ancrées durablement partie dans le paysage religieux du pays. L'institut Setara relevait ainsi 135 atteintes à la liberté religieuse en 2007, 265 en 2008 et encore 216 en 2010, dont, significativement, près de la moitié seraient le fait des pouvoirs publics<sup>3</sup>.

---

<sup>3</sup> . *Kompas*, 25 janvier 2011

Ce schéma général d'une lutte réussie contre le terrorisme et le militantisme politique radical mais d'un échec devant la progression d'une intolérance ordinaire peut être analysé à travers les trois grandes étapes de l'évolution de l'attitude des autorités indonésiennes face au radicalisme religieux : son développement à l'ombre du régime Suharto ; le recul de ses manifestations politiques et terroristes à la faveur d'une politique volontariste à partir de 2003 ; la persistance enfin d'une intolérance et d'un extrémisme de moindre intensité alimenté par les incohérences et les contradictions des pouvoirs publics.

## **I. Responsabilités et irresponsabilité de l'État dans l'émergence du radicalisme musulman**

Apparue au grand jour à la fin des années 1990, la « tentation radicale » de l'islam indonésien trouve ses racines dans trois phénomènes un peu plus anciens<sup>4</sup>. Le premier est la répression de l'islam politique à partir de la fin des années 1950 puis son repli. Le second est son ouverture aux courants de pensée radicaux du Moyen Orient, au début des années 1970. Le troisième moment est l'instrumentalisation de cet « islam incivique » par le régime de l'Ordre nouveau à la fin des années 1980<sup>5</sup>.

### **1. Aux origines de l'islamisme radical : la répression maladroite du mouvement démocrate musulman**

L'Indonésie a la particularité d'avoir donné naissance à ce qui fut sans doute le plus grand parti musulman du monde, le Masjumi, l'une des tentatives les plus abouties pour concilier Islam et démocratie<sup>6</sup>. En 1960, les dirigeants de ce grand parti islamiste et républicain furent jetés en prison pour s'être opposés à la dérive autoritaire du président Soekarno. Après la sanglante transition qui en, 1965-1966, chassa ce dernier du pouvoir et élimina ses alliés communistes, les leaders du Masjumi espéraient retrouver une place de premier rang sur la scène politique indonésienne. Mais, bien vite, le nouveau pouvoir de l'Ordre nouveau leur fit comprendre qu'il n'entendait pas tolérer la réémergence d'un

---

<sup>4</sup> . Pour une analyse détaillée de cette évolution, on se permettra de renvoyer à Andrée Feillard, Rémy Madinier, *La fin de l'innocence ? L'Islam indonésien et la tentation radicale, de 1967 à nos jours*, IRASEC-Les Indes Savantes, 2006.

<sup>5</sup> . Pour inverser les termes de l'ouvrage de l'anthropologue américain Robert Hefner, *Civil Islam, Muslims and Democratization in Indonesia*, Princeton University Press, Princeton-Oxford, 2000.

<sup>6</sup> . On se permettra ici de renvoyer à Rémy Madinier, *L'Indonésie entre démocratie musulmane et islam intégral*, Histoire du parti Masjumi, Karthala, 2011.

puissant courant démocrate-musulman. Devenus les parias d'une société politique dont ils se pensaient les héros, les responsables du Masjumi en conçurent alors une grande amertume. Certains se retirèrent de la vie publique. D'autres opérèrent une relecture très critique des comportements collectifs de leurs compatriotes depuis l'indépendance et conclurent à la nécessité d'une réislamisation en profondeur de l'Indonésie. Ils créèrent alors le Conseil de prédication de l'islam indonésien, (Dewan Dakwah Islamiyah Indonesia, DDII), en 1967.

Cette institution, héritière dévoyée d'un parti ouvert et tolérant, joua un rôle central dans le développement d'un islamisme intransigeant dans l'Archipel. Elle participa également à la diffusion de sentiments anti-chrétiens à travers le pays. Aux sentiments d'échec et de frustration qui présidèrent à la naissance de cette nouvelle institution, s'ajouta bientôt la peur de voir l'islam reculer devant une puissante vague de christianisation. Les débuts du régime Suharto semblaient en effet très favorables aux catholiques et aux protestants.

Sommés de choisir une des cinq religions autorisées, quelques centaines de milliers de Javanais *abangan* - considérés jusque-là comme musulmans mais pratiquant un islam hétérodoxe fortement imprégné de spiritualité javanaise - choisirent de se déclarer chrétiens.

Ce mouvement, réel mais marginal à l'échelle de l'Archipel, fut largement amplifié par des rumeurs - alarmistes chez les musulmans et triomphalistes chez certaines églises protestantes - qui chiffrèrent ces conversions en millions. A cela s'ajouta enfin le constat d'une alliance de fait entre les généraux, nouveaux hommes forts du pouvoir, et une bourgeoisie chinoise, souvent de confession chrétienne, dans la fructueuse mise en valeur des

richesses du pays<sup>7</sup>. Se sentant politiquement opprimés, socialement opprésés et religieusement menacés, une partie des musulmans modernistes indonésiens, tournant le dos à leur tolérance passée, se réfugièrent dans les certitudes d'un islam scripturaliste et érigèrent le monde extérieur en un univers hostile, semblable à la *jahiliyah*, la société chaotique d'avant l'islam. Cette « hégire intérieure » suscita, sous diverses formes (mouvements de prédications, écoles coraniques, groupes de prières,...), des communautés repliées sur elles-mêmes, animées de profonds sentiments de persécution et surtout persuadées de détenir une vérité et une légitimité supérieures à celle de l'Etat impie.

Trouvant sa source dans une histoire propre à l'islam indonésien, ce phénomène fut renforcé par sa convergence avec un vaste mouvement international.

L'erreur majeure de l'Ordre nouveau fut de fermer le champ politique à l'islamisme, entre la fin des années 1960 et le milieu des années 1980<sup>8</sup>. Il le contraignit ainsi à un repli sur les mosquées, à la fois plus difficile à contrôler et surtout moins sensible au pragmatisme et au compromis.

En déclassant la référence islamique, il humilia une ancienne élite éclairée qui dut céder devant une nouvelle génération plus intransigeante. En portant au pouvoir, au nom de la nécessaire alliance entre la tradition et le progrès, un javanisme allié avec un christianisme sino-indonésien, il culpabilisa la communauté musulmane, lui reprochant implicitement le retard de développement du pays.

---

<sup>7</sup> . Mujiburrahman, *Feeling Threatened. Muslim-Christian Relations in Indonesia's New Order*, Amsterdam University Press, 2006, 425 p.

<sup>8</sup> . Après avoir interdit toute refondation du Masjumi, le pouvoir força l'ensemble des partis et organisations musulmanes à se rassembler dans le Parti de l'Unité et du développement qu'il contrôlait étroitement.

En détournant cet islam militant de toute possibilité de peser sur le destin de la nation, il le poussa enfin dans les bras d'un islamisme international qui contribua à sa radicalisation.

## **2 L'ouverture incontrôlée aux réseaux de l'islamisme international**

En 1973, la défaite arabe face à Israël dans la guerre des six jours et le choc pétrolier qui s'ensuivit donna au petit royaume d'Arabie Saoudite une légitimité et des moyens sans précédent. Ses fondations religieuses intensifièrent alors l'aide apportée aux différents mouvements de prédication dans le monde et ses universités s'ouvrirent largement aux boursiers issus des pays pauvres. Par ce double biais, l'Indonésie devint, à partir du milieu des années 1970, le réceptacle d'une propagande wahhabite rigoriste qui favorisa la conversion d'une partie du courant moderniste à un néo-fondamentalisme radical.

Les programmes menés par le Conseil de prédication de l'islam indonésien (DDII) reçurent l'appui des fondations saoudiennes. En 1973, cette organisation devint même le représentant officiel en Indonésie de la Ligue islamique mondiale (Rabitat al-Alam al-Islami), une institution financée par l'Arabie Saoudite et destinée à combattre l'influence du nationalisme arabe puis, à partir de 1979, celle de la révolution iranienne. Une partie des membres de l'ancien Masjumi se convertirent alors à une rhétorique islamiste mêlant repli identitaire et discours antichrétien. Surtout, ce fut à travers les réseaux contrôlés depuis la péninsule arabe que certains des futurs cadres de l'islam indonésien envisagèrent désormais leur rapport au monde.

Cette nouvelle génération de dirigeants islamistes émergea au cours des années 1980 et 1990. Certains, comme Ja'far Umar Thalib, fondateur du Forum de communication des fidèles de la Sunna et de la communauté du prophète (Forum Komunikasi Ahlu Sunnah wal-Jamaah - FKAWJ), l'organisation mère des Laskar Jihad ainsi que Habib Rizieq Shihab, principal dirigeant du Front des défenseurs de l'islam (Front Pembela Islam – FPI) bénéficièrent du soutien du Conseil de prédication de l'islam indonésien (DDII) ainsi que de la Fondation indonésienne d'études arabo-musulmanes (LIPIA) financée par l'Arabie Saoudite. Grâce à ces appuis, ils purent poursuivre leurs études dans des universités de la péninsule arabique. Profondément marqués par leur expérience au cœur des lieux saints de l'islam, persuadés de détenir de ce fait une légitimité supérieure à celle de leurs anciens mentors, aucun des deux ne parvint à trouver sa place au sein des hiérarchies traditionnelles de l'islam indonésien et ils fondèrent alors leurs propres mouvements.

Leurs liens avec les organisations salafistes internationales amenèrent ces islamistes indonésiens sur les routes du *Jihad* afghan<sup>9</sup>. Ja'far Umar Thalib rallia ainsi, en 1987, le mouvement de Jamil Rahman, le Jama'at al-Da'wa ila al-Quran wa Ahl-i Hadith, proche du mouvement pakistanais Ahl-i Hadith. De même la plupart des dirigeants du réseau Ngruki, responsable de nombreux attentats en Indonésie - dont ceux de Bali et du Marriott, furent formés dans les camps d'entraînement du Pakistan<sup>10</sup>. Fikiruddin alias Abu Jibril, Omar al-Faruq et Hambali firent ainsi partie de ces indonésiens, peu nombreux au demeurant, qui purent se parer du

---

<sup>9</sup> Rémy Madinier, « Flux et réseaux du radicalisme musulman en Asie du Sud-est, une approche historique » in Bernard Jouve et Yann Roche (eds.), *Géographie politique des flux globaux*, Presses de l'Université du Québec, Sainte-Foy 2006, pp. 251-271.

<sup>10</sup> . Sabaruddin, MSI, *Faham Keagamaan dan Perilaku Politik Salafiah Ahlussunah wal jamaah/Lasykar Jihad di Yogyakarta*, Proyek Perguruan Tinggi Agama, IAIN Sunan Kalijaga Yogyakarta, 2000.

prestige des anciens *mujahiddin* d'Afghanistan qui impressionnaient tant les jeunes élèves des écoles coraniques<sup>11</sup>.

Le rôle des autorités indonésiennes dans ce processus d'ouverture aux réseaux internationaux ne fut pas négligeable car ce fut en partie la tortueuse instrumentalisation des anciens cercles du Darul Islam qui conduisit ces militants à trouver refuge à l'étranger pour y faire fructifier les contacts que le régime Suharto leur avait permis d'établir.

### **3. L'instrumentalisation de l'extrémisme musulman**

Un troisième phénomène favorisa le développement de l'islam radical indonésien : son instrumentation par le régime de l'Ordre nouveau. Celle-ci se fit en deux temps. Le premier fut celui d'une tortueuse opération de réactivation des anciens réseaux du Darul Islam, au milieu des années 1970. Cette « opération spéciale », conduite par le général chrétien Ali Moertopo, l'un des adjoints de Suharto, avait pour but de reconstituer d'anciennes cellules de la rébellion islamique des années 1950 afin de mieux les réprimer.

Cette politique, qui fut d'ailleurs critiquée au sein même du pouvoir atteignit en partie ses objectifs mais échappa largement à ses initiateurs. Plusieurs centaines de militants furent arrêtés à la fin des années 1970 mais d'une part la prison et le sentiment d'injustice les radicalisèrent encore plus et d'autre part l'opération leur permit de reprendre contact avec leurs anciens frères d'armes et surtout de transmettre le flambeau de la lutte pour un État islamique à une nouvelle génération. C'est ainsi au sein de ces réseaux qu'Abu Bakar Ba'asyir et Abdullah Sungkar, fondateurs de la Jemaah Islamiyah firent leurs premières armes.

---

<sup>11</sup> . « *Al-Qaeda in Southeast Asia : the case of the « Ngruki Network » in Indonesia* » International Crisis Group, Jakarta-Brussels, 8 août 2002

Le deuxième moment de cette politique d'instrumentalisation débuta au milieu des années 1980. A cette date en effet la position du pouvoir à l'égard de l'islam militant changea du tout au tout. Se sentant menacé par le mécontentement d'une large partie de l'armée à l'égard de la mainmise croissante de ses proches sur l'économie du pays, le président Suharto voulut s'appuyer sur le renouveau islamique du pays pour rééquilibrer son régime. A partir de 1990, se constitua ainsi un curieux attelage réunissant les ennemis d'hier et qui accompagna l'Ordre nouveau jusque dans ses derniers soubresauts.

Côté politique, l'artisan de cet instrumentation inédite de l'islam fut Jusuf Habibie, alors ministre de la technologie. Par le patronage qu'il apporta à la création de l'Association des intellectuels musulmans indonésiens (ICMI) il voulut engager le pays dans une évolution « à la malaisienne », mêlant renouveau islamique et développement technique. Bien que soutenue à ses débuts par la quasi-totalité des dirigeants musulmans indonésiens - modérés compris - l'ICMI fut de plus en plus influencée par la présence, en son sein, de musulmans radicaux et proches du palais, comme Din Syamsuddin, Fadli Zon ou Eggy Sudjana. L'association devint le véhicule d'un Islam sectaire, prônant une politique de préférence musulmane contre la minorité chrétienne (pratiquement absente des gouvernements après 1993).

L'association encouragea l'essor d'une presse islamiste radicale aux accents antioccidentaux, antisémites et antichinois, offrant un point de vue sur les affaires internationales très similaire à celui véhiculé par la presse islamiste mondiale<sup>12</sup>.

---

<sup>12</sup> . Robert W. Hefner, "Islam, State, and Civil Society: ICMI and the struggle for the Indonesian Middle Class", *Indonesia*, octobre 1996, n° 56.

S'appuyant sur l'ICMI, Suharto remplaça, en 1994, la plupart des militaires critiques à l'égard de l'organisation islamique au sein de la hiérarchie et encouragea le développement d'une tendance dite verte au sein des forces armées. Le rôle trouble du général Prabowo Subianto, gendre du président et dirigeant officieux du mouvement islamiste radical KISDI (comité de solidarité islamique internationale) symbolisa bientôt les agissements de cette génération de militaires qui, attisant les conflits interreligieux dans l'Archipel, voulurent préserver à l'armée un rôle de premier alors que le régime déclinait<sup>13</sup>.

La démission du président Suharto en mai 1998, après plusieurs semaines d'émeutes, inaugura une nouvelle période baptisée *Reformasi*. Cette profonde transformation des équilibres politiques et sociaux de la République d'Indonésie révéla au monde une face jusque-là cachée de l'islam indonésien. A travers des actions spectaculaires et très médiatisées, le monde découvrit l'existence dans l'Archipel de mouvements radicaux, souvent très violents, qui, trois années durant, agirent dans une impunité presque totale.

Nés à la faveur de l'instrumentation de l'islam militant par le régime de l'Ordre nouveau finissant, diverses milices comme le Front des défenseurs de l'Islam ou les Laskar Djihad bénéficièrent du soutien d'une partie de l'armée engagée dans une vertigineuse politique du pire<sup>14</sup>.

Profitant de la confusion qui s'installa au sommet de l'Etat, ces mouvements entendirent imposer leur légitimité par substitution à celle d'un Etat jugé défaillant. Le FPI, en s'en prenant aux « lieux de perdition » des grandes villes, comme les Laskar Jihad en

---

<sup>13</sup> . Robert W. Hefner *Civil Islam: Muslims and Democratization in Indonesia*, Princeton, New Jersey: Princeton University Press, 2000, chapitre 7 « Uncivil state ».

<sup>14</sup> . Marcus Mietzner, *Military Politics, Islam, and the state in Indonesia. From Turbulent Transition to Democratic Consolidation*, ISEAS, Singapore, 2009, 426 p.

intervenant dans le sanglant conflit des Moluques firent de la défense de l'islam et de ses valeurs la justification du passage à l'action directe.

Le régime de l'Ordre nouveau (1966-1998) fut longtemps présenté comme un exemple dans la gestion des relations interconfessionnelles. Dans les faits, cette réussite était largement en trompe l'œil. Le pouvoir s'efforça certes de prévenir tout affrontement intercommunautaire, en particulier par l'application d'une législation spécifique connue sous l'acronyme SARA<sup>15</sup>. Mais dans le même temps, sa politique à l'égard de l'islam militant favorisa sa radicalisation et certains proches du régime finissant contribuèrent même activement à la vague de violence religieuse qui secoua l'archipel entre 1996 et 2002.

---

<sup>15</sup> . Qui consista bien souvent en une censure de toute information relative à ces affrontements.

## II. Face à l'extrémisme religieux, les succès d'une jeune démocratie

Depuis 2003, et singulièrement depuis la première élection de Susilo Bambang Yudhoyono en 2004, l'État indonésien est parvenu à des avancées notables dans sa lutte contre l'extrémisme religieux, et ce dans deux domaines. Le premier est le contre-terrorisme, avec d'indéniables succès face aux réseaux issus de la Jemaah Islamiyah ; la seconde réussite est politique avec la quasi-élimination de l'islam radical de la scène électorale.

### 1. Les succès de la lutte antiterroriste

Le premier attentat de Bali, en octobre 2002 révéla au monde l'existence d'une organisation terroriste internationale opérant en Indonésie la Jemaah Islamiyah (JI). Née en 1993, de la rencontre des anciens réseaux du Darul Islam réactivés par les opérations tortueuses des services secrets de l'Ordre nouveau et des membres sud-est asiatiques de l'internationale jihadiste ayant combattu en Afghanistan, la Jemaah Islamiyah fut souvent présentée, à tort, comme une sorte de succursale régionale d'al-Qaeda<sup>16</sup>. En fait, les contacts entre les deux réseaux ont toujours été très limités et il s'agit bien plus d'organisations « sœurs », nées toutes deux à la périphérie du jihad afghan et partageant une même stratégie du

---

<sup>16</sup> . *La JI a été fondée par deux prédicateurs indonésiens (Abdullah Sungkar et Abu Bakar Ba'asyir) ayant fui en Malaisie pour échapper à la répression qui s'abattit sur la mouvance du Darul Islam. Ils ont rassemblé des combattants qui pour la plupart avaient été formés au sein du camp dirigé par Abdul Rasul Sayyaf, chef d'un groupe salafiste proche des Saoudiens et d'Oussama ben Laden, appelé l'Union islamique pour la liberté de l'Afghanistan [Ittihad-i Islami Bara-yi Azadi-yi Afghanistan]. Voir Carlyle Thayer "New terrorism in Southeast Asia" in Damien Kingsbury (ed.), *Violence in Between, Conflict and Security in Archipelagic Southeast Asia*, Monash Asia Institute, Clayton, ISEAS, Singapore, 2005, pp. 53-74 et Philippe Migaux, « Le bilan de la Jemaah Islamiyah », in Benoît de Tréglodé et Arnaud Leveau (eds.), *Asie du Sud-est 2011. Les événements majeurs de l'année*, Les Indes savantes, Paris, 2011.*

chaos, que d'une structure pyramidale. Centrée sur des objectifs nationaux au sein de divers pays d'Asie du Sud-est, l'organisation joua un rôle essentiel dans la dissémination du jihad afghan en Indonésie et, dans une moindre mesure, aux Philippines. Ses premières actions remontent à la vague d'attentats qui frappa des églises indonésiennes à Noël 2000.

Depuis cette période fondatrice, les réseaux issus de la JI sont parvenus à conserver un quasi-monopole sur le terrorisme qui a frappé l'Indonésie une demi-douzaine de fois.

Sur un plan strictement policier mais également dans la bataille d'images que se livrent terroristes et autorités, la lutte engagée par l'Etat indonésien contre ces réseaux a été marquée par un succès certain.

Les succès policiers sont avant tout à mettre au crédit du désormais célèbre détachement spécial 88 (Densus 88). Cette unité antiterroriste, fondée avec l'assistance des Etats-Unis au lendemain de l'attentat de Bali compte environ 400 membres et est opérationnelle depuis 2003. Elle a à son actif près de 600 arrestations et le démantèlement de la plupart des cellules liées à la Jemmah Islamiyah.

La rapidité avec laquelle elle est parvenue, au cours de ces deux dernières années, à remonter les filières après des actes délictueux et à opérer de vastes coups de filets témoigne de son excellente connaissance des réseaux qu'elle combat. Ainsi, après les derniers attentats perpétrés à Jakarta, le 17 juillet 2009, le Densus 88 identifia en quelques jours la plupart des auteurs et remonta la piste jusqu'à l'insaisissable Nordin Mohammad Top.

Dès le mois d'août, une première cache fut prise d'assaut par les forces de l'ordre. Le 17 septembre, la police parvint enfin à

retrouver et à éliminer Noordin M. Top et plusieurs de ses complices, au terme d'un siège de seize heures qui tint le pays en haleine. Quelques jours auparavant, le Densus 88 avait démantelé une autre cellule du même groupe qui préparait un attentat à la voiture piégée, visant cette fois le chef de l'État. De même l'enquête conduite depuis février 2010 sur le camp d'entraînement découvert à Aceh conduisit à l'arrestation de dizaines de personnes et démontra l'implication financière de l'association Jamaah Anshorut Tauhid (JAT) qui conduisit à la condamnation en juin 2011 d'Abu Bakar Ba'asyir<sup>17</sup>.

Plus récemment, en mars 2011 des colis piégés furent envoyés à plusieurs personnalités dont Ulil Abshar Abdalla, fondateur du Réseau de l'Islam Libéral (JIL). L'enquête, rondement menée, conduisit au démantèlement d'un groupe lié à Abdullah Sunata (l'un des responsables de la JI) et à la découverte de plusieurs bombes placées le long d'une conduite de gaz qui devaient exploser lors de la messe de Pâques.

Quelques semaines plus tard, à la mi-avril, un attentat suicide dans une mosquée située au sein d'un complexe policier à Cirebon révélait l'existence dans cette région de la côte nord de Java, d'un nouveau groupe, lié à la Jamaah Anshorut Tauhid. Une fois encore les enquêteurs progressent rapidement et en quelques semaines l'ensemble du réseau est mis hors d'état de nuire.

La seconde réussite des autorités indonésienne dans leur lutte contre le terrorisme se situe sur un autre plan : celui des images. En laissant les radicaux s'exprimer librement, en les autorisant à fonder des organisations ayant pignon sur rue et en se montrant très respectueux des droits des personnes impliquées dans des

---

<sup>17</sup> . International Crisis Group report no. 107, 6 July 2010

affaires de terrorisme, les autorités ont assez largement emporté la bataille de l'opinion.

Cette stratégie mérite d'être soulignée car elle montre que les autorités indonésiennes ont su prendre en compte l'identité particulière de la communauté musulmane indonésienne et s'inspirer des réussites - et surtout des échecs - d'autres pays ayant eu à lutter contre le terrorisme.

Ouverture du champ politique et maîtrise des instruments répressifs ont favorisé l'éclatement de la mouvance radicale et ont également entraînée son rejet progressif par la population.

Le premier type de rupture auquel a été confrontée la mouvance terroriste indonésienne a été lié à la possibilité qui lui a été donnée d'entrer dans l'espace politique. Même si les mouvements d'inspiration salafiste se sont tenus soigneusement à l'écart du processus électoral puisqu'ils refusent la démocratie, certains d'entre eux ont fondé des organisations publiques dont ils espéraient qu'elles puissent servir de base à des mobilisations de masse.

Ce fut le cas du Majelis Mujahidin Indonesia (MMI), inauguré en août 2000, par Abu Bakar Ba'asyir. Véritable branche politique de la Jemaah Islamiyah, cette organisation a depuis bénéficié d'une totale liberté et a organisé, à deux reprises d'importants congrès, lors desquels une grande partie des figures du mouvement jihadiste purent se retrouver pour propager leur discours de haine de l'État indonésien et de l'Occident.

Cette permissivité des autorités indonésiennes a tenu tout à la fois d'un laxisme, voire d'une complaisance de certains éléments, mais aussi d'une stratégie qui a fini par faire ses preuves. Vulgarisée, la parole du MMI s'est finalement dévalorisée. Autorisée et même largement relayée dans les médias, elle n'a plus pu jouer sur le

puissant réflexe victimaire qui caractérise encore une partie de l’Islam indonésien<sup>18</sup>.

Cette diffusion a également permis de révéler au grand jour les contradictions et querelles de cette mouvance. Réclamer publiquement et bruyamment un Etat islamique au nom de la majorité musulmane tout en refusant de se soumettre au suffrage populaire devint de plus en plus difficile au fil des échéances électorales. Les militants se firent moins nombreux.

Déçu par le peu de résultats obtenus à travers l’engagement de son mouvement dans le débat public, Ba’asyir proposa, dans un ouvrage écrit en 2006 de revenir à « la méthode de l’Hégire » visant à construire un contre-modèle de société plutôt qu’un contre-État<sup>19</sup>. Ne parvenant pas à recentrer le Majelis Mujahidin Indonesia sur cet objectif premier, du fait de l’opposition de son bras droit, Irfan S. Awwas à ce revirement stratégique, Abu Bakar Ba’asyir démissionna en 2008 de sa fonction d’émir du mouvement. Il fonda, quelques semaines plus tard, une nouvelle organisation, la Jamaah Ansharut Tauhid (JAT) impliquée dans le financement du camp d’entraînement découvert à Aceh en 2010<sup>20</sup>.

La question de l’opportunité d’un engagement politique fut également à l’origine de la fondation d’un groupe dissident au sein de la Jemaah Islamiyah. Appelé Anshar el-Muslimin ou encore Thoifah Muqotilah, ce groupe est né de la rupture en 2004, du terroriste malaisien Noordin M Top avec le courant principal de la JI. Ce dernier, très critique à l’égard de la fondation du MMI, rassembla autour de lui les partisans d’une violence aveugle censée entraîner le chaos salvateur d’où naîtrait la nouvelle société

---

<sup>18</sup> . Comme d’ailleurs une grande partie de l’Oumma.

<sup>19</sup> Abu Bakar Ba’asyir, *Catatan dari Penjara untuk Mengamalkan dan Menegakkan Dinul Islam* (« Notes from Prison to Uphold and Establish Islam »), Depok, Mushaf, 2006, cited in Syaifudin Zuhri, *Majelis Mujahidin Indonesia; Ideology, Militancy and Politics, op cit.*, chap 1)

<sup>20</sup> . ICG report no. 107, 6 July 2010

islamique. C'est ce groupe qui est à l'origine des attentats de juillet 2009 à Jakarta<sup>21</sup>.

En suscitant des conflits autour de la stratégie à adopter, l'ouverture du champ politique à la mouvance jihadiste empêcha toute union sacrée et conduisit à son affaiblissement. Mais surtout elle contribua à son discrédit au sein de la société indonésienne. Le discours paranoïaque développé par la mouvance islamiste radicale à la fin de l'Ordre nouveau avait trouvé un écho certain au sein du public indonésien.

L'instrumentalisation et les manipulations des questions liées à l'islam, le contrôle exercé sur l'islam politique sous le régime Suharto, avaient favorisé la diffusion d'une rhétorique d'oppressé, justifiant les actions les plus violentes dans les temps de troubles qui avaient entouré la chute du dictateur. Ainsi, le public indonésien avait témoigné d'une grande indulgence à l'égard des premiers attentats de Bali<sup>22</sup>.

Au fil des ans, l'attitude légaliste et prudente des pouvoirs publics à l'égard des réseaux de l'islam militant a donc permis de décrédibiliser la nécessité d'une action violente. Instruits par les exemples de l'Ordre nouveau et des pays du Proche-Orient où répression aveugle et victimes collatérales ont souvent eu des effets contre-productifs, les autorités indonésiennes sont toujours parvenues à éviter de faire des martyrs. Cette attitude a valu au pays de nombreuses reproches: l'excellent traitement dont bénéficièrent les trois condamnés à mort du premier attentat de Bali, leurs interviews souriantes mais également l'absence d'une législation permettant de sanctionner les sermons haineux et les

---

<sup>21</sup> "Indonesia: Noordin Top's Support Base", International Crisis Group Asia Briefing N°95, 27 August 2009

<sup>22</sup> . En particulier en donnant foi aux théories du complot les plus saugrenues.

appels aux meurtres d'un Abu Bakar Ba'asyir furent vivement critiqués dans la presse internationale.

L'évolution de l'opinion publique fut très progressive et ce n'est que depuis peu que l'on en mesure réellement les effets : la libération de la parole est certainement l'une des principales raisons des rapides succès policiers de ces derniers mois.

Ainsi, alors que l'enterrement, en novembre 2008, des trois terroristes exécutés pour leur participation à l'attentat de Bali de 2002 avait suscité des manifestations en leur honneur, un an plus tard, les réactions furent bien différentes: sous le regard bienveillant des forces de police, des foules se rassemblèrent dans plusieurs des villes de Java central dont étaient originaires les auteurs de l'attentat de juillet 2009, pour refuser qu'ils y soient inhumés.

Dans son enquête, la police bénéficia de l'aide active de la population et progressa rapidement grâce à des dénonciations circonstanciées. La ville de Bogor et la province de Banten offrirent même des récompenses à ceux de leurs concitoyens qui favorisaient le travail des forces de l'ordre.

La relative sympathie dans l'opinion publique dont avait pu bénéficier les auteurs des premiers attentats, semblait désormais bien loin. La traque de Noordin M. Top prit des accents nationalistes, de nombreux commentateurs soulignant plus volontiers sa nationalité malaisienne que son combat au nom de l'islam.

De manière encore plus significative encore, plusieurs familles des suspects arrêtés ou abattus ces deux dernières années ont présenté leurs excuses à la nation. En plusieurs occasions des mosquées tenues par des radicaux ont été prises d'assaut par les populations avoisinantes et contraintes à la fermeture.

Ces changements doivent être analysés dans une perspective plus large qui a vu l'attitude des musulmans indonésiens à l'égard de l'islam radical évoluer graduellement depuis plusieurs années. Une enquête, parue à la toute fin de l'année 2008, confirma ainsi que, malgré la persistance d'une certaine intolérance (sur laquelle nous reviendrons) les dirigeants d'écoles coraniques en Indonésie ne percevaient plus leur pays comme un lieu d'affrontement nécessaire.

Ainsi, alors que 39 % des responsables de *pesantren* interrogés reconnaissaient toujours à Oussama Ben Laden la qualité de jihadiste au nom de l'islam, seulement 3 % d'entre eux, considérant la situation actuelle de l'Indonésie, étaient prêts à accorder le même qualificatif aux terroristes de la Jemaah Islamiyah.

## **2. L'élimination politique de l'islam rigoriste**

Le second succès des autorités indonésiennes dans leur lutte contre l'extrémisme religieux s'est joué sur la scène électorale avec la marginalisation très nette des partis exigeant l'instauration d'un État islamique et l'imposition de la charia.

Une très nette ligne de faille est apparue au sein de la représentation politique de l'Islam indonésien au lendemain de la chute de Suharto.

Elle sépare, en quelque sorte, un islam d'identité d'un islam de projet.
--

Le premier réunit des électeurs soutenant des partis comme le PKB ou le Pan, pouvant être considérés comme islamiques du fait du poids des responsables du Nahdlatul Ulama et de la Muhammadiyah au sein de leurs directions respectives, soucieux de préserver le *statu quo* symbolisé par le *Pancasila*, celui d'un islam ouvert et tolérant, respectueux des minorités.

À l'inverse, l'islam de projet, représenté par le PBB, le PK (devenu plus tard PKS) et certains éléments du PPP est, lui, issu de courants plus radicaux. Il puise son inspiration politique dans l'islamisme de Mawdudi ou de Sayyid Qutb et souhaite instaurer un État indonésien « plus » islamique, où la charia serait appliquée, au moins aux musulmans indonésiens.

En 1999 les partis islamiques représentant ce courant intransigeant (le PPP, le PBB, le PK et sept autres petites formations) rassemblèrent 16 % des suffrages. Cinq autres « partis islamiques pluralistes<sup>23</sup> » (dont le PKB et Pan), rassemblèrent, quant à eux, 22 % des voix. Les élections tenues en avril 2004 amorcèrent le recul de l'islam intransigeant<sup>24</sup>. Parmi ses représentants, seul le Parti de la justice et de la prospérité (PKS, ancien PK) ne recula pas, mais au prix d'une très nette modération de son discours<sup>25</sup>. Les élections législatives de juin 2009 confirmèrent ces rapports de force et constituèrent une amère déception pour les organisations se réclamant de l'islam. Les neuf partis en lice ne rassemblèrent qu'un modeste total de 29% des voix, soit une perte de près du

---

<sup>23</sup> Selon l'expression de Greg Fealy, « Islamic Politics: A Rising or Declining Force? », in Damien Kingsbury et Arief Budiman (éds), *Indonesia: the Uncertain Transition*, Crawford House Publishing, Australie, 2001, p. 119-136.

<sup>24</sup> Pour une analyse des élections, Lance Castles, *Pemilu 2004 dalam Konteks komparatif & historis*, Pustaka Pelajar, Yogyakarta, septembre 2004, V-97 p.

<sup>25</sup> . Le parti d'Hidayat Nur Wahid a alors abandonné ses bruyants appels à l'instauration de la loi islamique et n'a pas hésité à mettre en valeur les richesses et les particularismes de l'islam indonésien.

quart de leurs électeurs par rapport à 2004. La hiérarchie des diverses formations composant cet islam politique fut bouleversée.

Loin d'atteindre son objectif de 20% des voix, le PKS progressa cependant très légèrement et devint, avec 7,9% des suffrages, le premier parti musulman d'Indonésie. Le PAN (6%) recula légèrement, le PPP (5,3%) et PKB (4,9%) s'écroulèrent littéralement.

Plusieurs explications peuvent être avancées pour éclairer ce recul dans les urnes. Les liens désormais distendus entre grandes organisations musulmanes et les partis prétendant les représenter suscitérent divisions et perte de crédibilité. S'étant réengagés en politique à la faveur de la *Reformasi*, le NU et la Muhammadiyah avaient trouvé, dans les partis portant leur couleur, des repères identitaires à proposer à leur sympathisants désorientés.

Le retour d'une démocratie stable et surtout l'implication des responsables politiques dans des activités peu compatibles avec la morale islamique (déchirements internes mais aussi implications dans des affaires de corruption) érodèrent ce soutien et relâchèrent le lien unissant le sympathisant de l'une ou l'autre de ces grandes organisations à l'électeur des partis prétendant les représenter. Ceci fut particulièrement vrai dans le cas du NU dont pas moins de trois partis prétendaient porter la légitimité politique.

La seconde explication est liée à la captation réussie, par les partis séculiers, des thèmes de campagne de l'Islam politique. L'indéniable islamisation de la vie publique, ces dernières années en Indonésie a conduit en effet la quasi-totalité des formations politiques à mettre en scène, parfois bruyamment, leur soutien aux valeurs islamiques.

Il en est résulté, une progression indéniable de ces thèmes dans le droit indonésien mais aussi, lors de la campagne pour les dernières élections, la mise en avant d'une identité musulmane par des partis qui, jusque-là, ne revendiquaient que leur appartenance au camp nationaliste. A l'inverse, nourris de l'expérience des échecs précédentes, certains partis islamistes ont voulu rassurer l'électeur. Le PKS poursuivi ainsi la stratégie d'ouverture et de modération de son discours à laquelle sa percée aux élections de 2004 avait été attribué. Son slogan de campagne « propre, responsable et professionnel » ne faisait ainsi aucune référence particulière à l'islam.

Le parti se présenta désormais comme religieux mais aussi nationaliste (*agama dan nasionalis*)<sup>26</sup>. Lors de son congrès, tenu symboliquement en terre hindouiste, à Bali en février 2008, le PKS examina même - avant de l'abandonner - la possibilité de se transformer en un parti ouvert non seulement aux électeurs mais également à des candidats non-musulmans<sup>27</sup>.

Les résultats des élections de 2009 ont montré que ces chassés croisés idéologiques entre partis nationalistes séculiers et partis musulmans ont avant tout profité aux premiers. En reprenant à leur compte une identité islamique affichée, les partis nationalistes ont brouillé la frontière qui structurait la vie politique depuis des décennies. Cela a permis aux électeurs de choisir des candidats affichant un grand respect des valeurs islamiques sans pour autant voter pour des partis musulmans potentiellement subversifs. Cet embourgeoisement de la rhétorique islamiste a contribué à

---

<sup>26</sup> . Voir par exemple à ce sujet les déclarations d'Anis Matta invitant les indonésiens à dépasser les clivages religieux/nationalistes mais aussi Javanais/non Javanais ou encore sino-Indonésien/musulmans, *Kompas*, 16 septembre 2008.

<sup>27</sup> . Ahmad-Norma Permata, "Prosperous Justice Party and the Decline of Political Islam in 2009 Election in Indonesia", in Rémy Madinier (ed.), *Islam and the 2009 Indonesian elections, political and cultural issues: the case of the Prosperous Justice Party (PKS)*, IRASEC, Bangkok, 2009.

l'élimination de l'Islam radical de la scène politique condamné, pour survivre hors de son ghetto à un retour aux subtilités de la démocratie-musulmane qui avait fait la force de l'Islam politique dans les années 1950.

En réprimant et en isolant la mouvance terroriste, en terrassant politiquement les représentants d'un islam radical, les partis de gouvernement indonésien et singulièrement le Partai Democrate du président SBY ont, par certains côtés, parfaitement réussi leur gestion de l'extrémisme musulman.

Confiant dans son action policière, le pouvoir entend poursuivre son effort de coordination dans la répression du terrorisme qui bien que de basse intensité, perdure dans le pays. Au début de l'année 2010, la création d'une Agence nationale de lutte contre le terrorisme (BNPT) est venue parachever le dispositif afin de mieux coordonner l'action des différentes administrations impliquées.

Cette institution réclame depuis son tour la création d'un tribunal spécialisé dans le terrorisme arguant de la relative clémence de certaines condamnations en la matière. Par ailleurs une loi est en cours de discussion au parlement afin de doter l'Agence nationale du renseignement (BIN) de pouvoirs d'arrestation et de détention et, enfin, il est régulièrement question d'impliquer l'armée au niveau local pour lutter contre le terrorisme.

Cependant, de nombreuses voix s'élèvent, tant parmi les défenseurs des droits de l'homme que parmi les spécialistes des questions de terrorisme, pour souligner que l'appareil répressif est d'ores et déjà suffisamment efficace et que son renforcement risquerait de porter atteinte aux libertés publiques.

De fait, il semble bien que les limites de la politique que nous venons d'évoquer soient atteintes. L'efficace travail policier évoqué est certes parvenu à mettre à mal les réseaux structurés issus de la Jemaah Islamiyah. Il peine par contre à contrer un terrorisme de plus faible intensité qui voit des petits groupes sans contacts les uns avec les autres, voire des individus isolés, tenter de passer à l'action à intervalles réguliers.

Cette éclosion brouillonne ainsi que la persistance d'un hooliganisme religieux renvoient à la question du terreau de l'extrémisme musulman en Indonésie.

Car si les autorités sont parvenues à en maîtriser les manifestations terroristes et politiques les plus spectaculaires, elles ont largement échoué dans l'assèchement de son terreau.

### **III. Les limites de l'action étatique incohérences politiques et maintien d'un radicalisme de basse intensité**

#### **1. La persistance d'une violence d'inspiration religieuse**

- *La régénération permanente d'une menace terroriste diffuse*

L'absence de réelle politique de prévention sur laquelle nous reviendrons un peu plus loin a eu pour effet une régénération constante des apprentis terroristes. Les derniers réseaux démantelés témoignent en effet d'une inquiétante dispersion de la mouvance terroriste contre laquelle les moyens de lutte devront être différents. La destruction des réseaux organisés issus de la JI a en effet laissé la place à de petits groupes sans contact les uns avec les autres, voire à des individus isolés. Ces nouveaux venus sont moins dangereux que les réseaux formés par le Jemaah islamiyah du fait de leur inexpérience technique : la quasi-totalité de leurs attentats, bricolés à partir de connaissances acquises via internet ont échoué<sup>28</sup>.

Par contre ils posent une grande difficulté aux forces de l'ordre c'est le fait d'être extrêmement difficiles à repérer du fait de leur isolement. Ainsi en septembre 2010, Ahmad Abdul Rabani, sans lien avec aucune organisation avait-il préparé un attentat-suicide au vélo piégé contre la police. Son inexpérience et le faible budget consacré à l'entreprise (moins de vingt euros) ont

---

<sup>28</sup> . Le groupe de Pepi Fernando démantelé en avril 2011 avait ainsi en plusieurs occasions déposées des bombes dans Jakarta qui n'avaient pas explosées.

singulièrement limité la réussite de son projet : le policier visé n'a été que légèrement blessé et lui-même a eu une jambe brisée<sup>29</sup>.

De même le renouveau de groupuscules étudiants se réclamants du mouvement NII (Negara Islam Indonesia, Etat islamique d'Indonésie) montre la persistance de la fascination quasi romantique qu'exerce le mouvement de Kartosuwirjo sur une partie de la jeunesse indonésienne<sup>30</sup>. Bien que n'ayant pas été jusque-là formellement impliqués dans des attentats mais plutôt dans des affaires de racket (avec enlèvements d'étudiants) ces petits groupes, sans liens les uns avec les autres contribuent à transmettre l'idée d'une alternative à l'Etat Pancasila.

Dernier sujet de préoccupation témoignant de cette régénération permanente : l'arrestation d'une vingtaine de personnes à l'été 2010 ayant déjà purgé des peines de prison pour des faits de terrorisme. Leur implication dans la nouvelle organisation responsable du camp d'Aceh montra clairement les limites des programmes de « déradicalisation » conduits depuis plusieurs années au sein des prisons par les responsables de la lutte anti-terroriste<sup>31</sup>.

- *L'échec de l'Etat face au hooliganisme religieux*

Il est deux domaines, celui des atteintes aux lieux de culte chrétiens et celui de la protection des courants minoritaires de l'Islam dans lesquels l'Etat indonésien manque clairement à ses obligations.

---

<sup>29</sup> . Ahmad Abdul Rabani a depuis été condamné à cinq ans et demi de prison. Son procès a confirmé son isolement au sein de la mouvance terroriste. *Koran Tempo*, 25 mai 2011.

<sup>30</sup> . Fondé en 1948 le mouvement Darul Islam entretint, jusqu'au début des années 1960, des guérillas en plusieurs régions d'Indonésie afin de fonder un Etat islamique.

<sup>31</sup> . International Crisis Group « "Deradicalisation" and Indonesian Prisons », *Asia Report N°142*, 19 November 2007 ainsi que la mise à jour (à ce jour non publiée, « Prison deradicalisation and disengagement : The Case of Indonesia, novembre 2009 »

La hantise de la christianisation est, nous l'avons dit, l'un des thèmes récurrents des courants islamistes radicaux en Indonésie. Nourrie de nombreux fantasmes, mais aussi de quelques réalités (les courants protestants évangéliques sont parfois quelque peu provocateurs), la crainte de voir l'Indonésie perdre son identité de nation musulmane est l'un des rares thèmes permettant aux milices de mobiliser localement et de remettre en cause, *de facto*, le compromis religieux adopté lors de l'indépendance<sup>32</sup>.

C'est ainsi que le Front des défenseurs de l'Islam (FPI), longtemps spécialisé dans les attaques (en fait le racket) des « lieux de perte », s'est, depuis quelques années, reconverti dans les manifestations dénonçant les lieux de cultes chrétiens jugés « illégaux ».

En effet, à cause de la mobilité croissante des populations, certaines banlieues des grandes villes indonésiennes connaissent une mixité religieuse à laquelle elles n'étaient pas habituées. Deux principes du droit indonésien (la liberté de culte d'un côté et la nécessité d'obtenir l'accord de la population environnante pour l'ouverture de tout nouveau lieu de culte) entrent alors en concurrence. Les tensions pouvant naître de ces situations sont volontiers attisées par des milices comme le FPI. À Bekasi par exemple, au sud-est de la capitale, un conflit oppose depuis plusieurs années une communauté protestante batak, originaire de Sumatra-Nord, à plusieurs associations musulmanes et aux autorités locales.

En juillet 2010, puis à nouveau en août de la même année, le lieu de culte provisoire (non autorisé puisque la communauté est

---

<sup>32</sup> . Sur ce sujet voir, « Indonesia: «Christianisation» and Intolerance », *Asia Briefing* N°114, *International Crisis Group*, 24 Novembre 2010.

toujours en attente d'une autorisation pour construire un temple), fut attaquée. Un mois plus tard, une procession se dirigeant vers le terrain objet du conflit, était, elle aussi, prise à partie et deux personnes furent grièvement blessées.

En février 2011, une autre affaire du même type défraya la chronique : à Temanggung, Java Centre des émeutiers saccagèrent trois églises à la suite de la condamnation pour blasphème prononcée contre un chrétien par le tribunal du lieu. Les émeutiers entendaient ainsi protester contre cette peine jugée trop clémente - quand bien même elle constituait le maximum autorisé par la loi. Les enquêtes menées par la presse, dans les jours qui suivirent l'incident, mirent en lumière l'inaction et l'inorganisation des forces de l'ordre, pourtant averties des possibilités de réactions violentes face au verdict. Les assaillants, mobilisés par SMS, n'étaient pas originaires de la ville<sup>33</sup>.

Ces mêmes carences expliquèrent le drame qui avait eu lieu quelques jours plus tôt lorsque plusieurs membres du mouvement Ahmadiyah furent tués lors de l'attaque de l'une de leur maison par une foule de prêt d'un millier de personnes. Cette attaque était la plus violente d'une longue série contre ce mouvement, considéré comme une secte déviante de l'Islam car l'une de ses branches reconnaît à Mirzan Gulham Ahmad, fondateur du mouvement en 1889, la qualité de Prophète.

Présent en Indonésie depuis les années 1920, l'Ahmadiyah, est depuis quelques années la cible des milieux musulmans rigoristes qui demandent sa dissolution. Le Conseil des oulémas indonésiens (MUI) l'a condamné comme « déviant » et le ministère des Religions lui a interdit de diffuser sa doctrine depuis 2008 sans toutefois interdire le mouvement.

---

<sup>33</sup> . *Kompas*, 9 février 2011

Tant dans les cas de mobilisations anti-chrétiennes que dans ceux d'attaques contre l'Ahmadiyah, les mouvements musulmans radicaux inscrivent leur action dans le cadre d'une légitimité de substitution, considérant que les autorités ne font pas appliquer la loi. Ces interventions se situent bien sûr en dehors de tout cadre légal, mais les autorités semblent incapables de les empêcher. L'Etat indonésien semble ici singulièrement impuissant. Le Président SBY n'a cessé depuis des derniers mois de dénoncer les agissements des milices et les atteintes aux biens et aux personnes, il a ordonné aux forces de l'ordre de prendre les mesures nécessaires, sans résultats.

Cet échec ne saurait s'expliquer seulement par les défauts d'organisation qui touchent parfois les services publics indonésiens. L'appareil répressif, on l'a vu, sait se montrer efficace quand il le juge nécessaire. Les carences des autorités en charge de ces affaires reflètent un phénomène beaucoup plus profond, principal obstacle à la lutte contre l'extrémisme religieux en Indonésie.

Un échec qui renvoie, en fait à la porosité d'une grande partie de la population et des élites aux thèmes de l'intolérance

## **2. Une intolérance ordinaire : la faillite d'un système d'éducation, les incohérences d'une société et de ses élites**

Une série d'enquêtes conduites depuis 2001 par le Centre de recherches sur l'islam et la société (Pusat Penelitian Islam dan Masyarakat, PPIM) de l'université islamique de Jakarta témoignent de l'ancrage de l'intolérance dans la société indonésienne<sup>34</sup>.

---

<sup>34</sup> Les enquêtes du PPIM ont été conduites selon les standards internationaux, auprès de 2 500 habitants dans 312 villages ou quartiers répartis dans toutes les provinces indonésiennes.

Dans les enquêtes conduites en 2001 et 2002 une majorité des personnes interrogées déclaraient massivement (58 %) leur souhait d'un « gouvernement islamique, basé sur le Coran et la Sunna sous la direction d'experts en religion ». Une nette majorité d'entre elles (61 %) affirmaient souhaiter que les pouvoirs publics obligent les musulmans à respecter la charia (ce qui revient à exiger un retour à la charte de Jakarta).

Une importante minorité se déclarait favorable à l'application des mesures les plus rigoureuses du droit musulman : 42 % en faveur de la lapidation des personnes reconnues coupables d'adultère, 29 % pour l'amputation de la main des voleurs (seuls 50 % s'y opposaient). De même, les propositions contraignantes pour les femmes recevaient un large soutien : 44 % des sondés affirmaient être favorable à ce que la loi les oblige à porter le voile, et 41 % étaient pour qu'elle leur interdise de sortir non accompagnées aux côtés d'un homme ne faisant pas partie de leur famille.

En bonne logique, les organisations islamistes soutenant de semblables mesures bénéficiaient d'un très large soutien dans leur action : 46 % des sondés affirment ainsi que les efforts des mouvements comme le Front des défenseurs de l'islam (FPI), le Darul Islam ou le Conseil des moudjahidines (MMI) en vue d'appliquer la charia mériteraient d'être encouragés.

Malgré un attachement massif à la démocratie (moins de 3 % des sondés s'opposaient en 2002 à l'idée selon laquelle la démocratie est le meilleur des systèmes politiques pour l'Indonésie), l'opinion indonésienne dans sa grande majorité présentait encore les stigmates d'une intolérance issue des efforts conjoints des propagandistes de l'Ordre nouveau et de ceux de l'islam radical. Les premières victimes de cet état d'esprit étaient les communistes, unanimement tenus, selon ces sondages, à l'écart de la scène

politique : seuls 5 % des sondés déclaraient accepter qu'ils participent aux élections, 22 % étaient prêts à les laisser organiser des réunions, 24 % à autoriser l'un d'eux à enseigner dans une école publique.

En comparaison, les chrétiens semblaient beaucoup mieux tolérés : seuls 3 % des sondés s'affirmaient en opposition avec eux (contre 67 % dans le cas des communistes). Mais, en opposition flagrante avec les valeurs démocratiques que les sondés plébiscitaient par ailleurs, cette mansuétude trouve rapidement ses limites dans le champ politique. L'influence chrétienne était perçue comme menaçante et les propositions pouvant aider à la limiter étaient considérées avec bienveillance : seulement un peu moins d'un sondé sur deux (44 %) s'opposait à ce que l'accès aux postes de professeurs d'enseignement secondaire leur soit interdit, 45 % étaient contre la tenue de cérémonies chrétiennes (messes) près de chez eux, et seuls 37 % refusaient une réglementation interdisant la construction d'églises dans leur environnement.

Au vu de la volonté de fonder un Etat pluri-religieux en 1945 et de l'esprit de coopération unissant chrétiens et musulmans dans les années 1950, ces résultats témoignaient donc d'une réelle évolution.

En 2007, l'état de l'opinion avait sensiblement évolué sur les questions politiques : une écrasante majorité des sondés (près de 85%) affirmait leur fidélité à une République unitaire d'Indonésie fondée sur le Pancasila et non sur l'islam (*NKRI berdasarkan Pancasila- bukan Negara Islam*) et seuls 23% des indonésiens déclaraient soutenir le projet des organisations (DI/TII, MMI et autres) souhaitant faire du pays un État islamique.

Par contre une intolérance certaine demeurait à l'égard des minorités religieuses, les chrétiens en particulier : 62 % des sondés s'opposaient ainsi à l'idée de permettre à un non musulman d'accéder à la présidence (ce qui est pourtant possible selon la constitution), 33,5% demeuraient contre l'idée d'autoriser les chrétiens à devenir professeur dans l'enseignement public et près de 52% s'affirmaient opposés à la construction d'églises dans leur quartier. La dernière édition de cette enquête, publiée en mars 2011 confirme cette hostilité affichée aux minorités religieuses<sup>35</sup>.

Comme nous l'avons vu, cette inclination proclamée des Indonésiens pour les prescriptions de la loi islamique et l'affichage sans complexe d'une réelle intolérance religieuse n'a cependant pas permis aux partis dont les programmes correspondaient le mieux à ces aspirations de s'imposer, en tant que tels, sur la scène politique. Elles expliquent par contre la relative mansuétude dont jouissent les mouvements s'en prenant aux minorités religieuses : leurs responsables, pourtant identifiés sont rarement poursuivis, et lorsqu'ils le sont, les juges se montrent d'une grande indulgence à leurs égards.

Cet ancrage de « valeurs d'intolérance » révèle un double échec des autorités indonésiennes.

Le premier est celui de l'école qui ne parvient pas à transmettre réellement l'attachement à un pluralisme religieux proclamé par Pancasila, l'idéologie nationale, sur laquelle repose la nation indonésienne. Cette faillite a été confirmée par plusieurs enquêtes dont la plus récente, effectuée dans la région de Jakarta montre que 49% des lycéens approuvent les actions radicales au nom de la religion<sup>36</sup>.

---

<sup>35</sup> . *Kompas*, 29 mars 2011.

<sup>36</sup> . *Koran Tempo*, 27 avril 2011.

Ce phénomène s'explique par le fait que les cours de religion, obligatoire dans les écoles ont été massivement investis de longue date par les tenants d'un islam intransigeant. Une enquête du PPIM en 2009 avait déjà mis en avant ce phénomène dans la région de Java Ouest. Plusieurs études de terrain l'ont confirmé : la grande majorité des enseignants chargés des cours d'Islam dans les écoles publiques sont porteurs de discours radicaux et parfois eux-mêmes impliqués dans les groupes évoqués plus haut<sup>37</sup>.

Le second échec des autorités indonésiennes est d'avoir contribué à alimenter cette intolérance par la surenchère du mieux disant islamique à laquelle ils se sont livrés.

Nous avons dit les effets positifs d'une stratégie visant à ne pas abandonner aux seuls partis religieux les valeurs islamiques. Cela a permis d'éliminer de la scène électorale les mouvements pouvant constituer un danger pour la démocratie. Cependant cette politique a un revers : elle a accrédité chez les élites, comme dans la population, l'idée d'une légitimité supérieure de l'Islam.

Ceci a conduit à une islamisation brouillonne et souvent malsaine du droit, motivée par une alchimie complexe faite de conviction, d'opportunisme et de lâcheté. Au plan national, cela a entraîné d'une part l'adoption de quelques lois symboliques comme la loi anti-pornographie, votée en 2008 et représentative du mouvement de panique morale qui caractérise le renouveau musulman conservateur.

Adoptées selon les règles d'une démocratie parlementaire, discutées et violemment critiquée, ces lois ne présentent pas de

---

<sup>37</sup> Cas par exemple de l'organisation Lembaga Dakwah Kampus dans la région de Cirebon. Didin Rosidin, "Islamic Radicalism in Education Institutions, A case Study of Rohani Islam in High Schools in Cirebon", Conference "Islam in Indonesia in an international comparative", PPIM-Leyden University, janvier 2011

danger autre qu'une rigidification des codes moraux. Au plan local par contre le mouvement a été beaucoup plus désordonné. Profitant des lois de décentralisation adoptées à partir de 1999 – qui pourtant ne leur conféraient aucune compétence en matière religieuse – de nombreuses collectivités (provinces, départements et municipalités) prirent des arrêtés afin de contraindre leurs administrés à respecter ce que les conservateurs présentent comme des obligations de la loi islamique (port du voile, respect du jeun du mois de Ramadhan, obligation pour les fonctionnaires de connaître le Coran,...)<sup>38</sup>. Ces réglementations ont rarement été appliquées, mais elles ont contribué à diffuser l'idée que toute norme se revendiquant de l'Islam s'imposait à l'ensemble de la société et ce, même au mépris des lois existantes faisant de ce fait des minorités non orthodoxes des citoyens de seconde zone porteurs de valeurs négligeables.

C'est bien dans cette confusion des légitimités, propice à encourager les milices (nombreuses en Indonésie) à intervenir pour pallier les carences des autorités que réside le danger. Une institution, le Conseil des oulémas indonésiens (MUI) joue un rôle essentiel dans ce processus de légitimation du « recours islamique »<sup>39</sup>.

Organisation semi-gouvernementale, indépendante mais financée par l'État elle est censé représenter la communauté islamique et délivre les précieux certificats halal. Les organisations radicales (FPI, le Hizbut Tahrir Indonesia, le KISDI, le Majelis Mujahidin

---

<sup>38</sup> Robin Bush, "Regional Sharia Regulations in Indonesia: Anomaly or Symptom?", *Expressing Islam: Religious Life and Politics in Indonesia* edited by Greg Fealy and Sally White (Singapour: Institute of Southeast Asian Studies), 2008, pp. 174-191. Bien que très isolés ces cas furent bien sûr mis en exergue par la presse et les organisations musulmanes.

<sup>39</sup> John Olle, « The Majelis Ulama Indonesia versus « Heresy » : The Resurgence of Authoritarian Islam », in Gerry van Klinken and Joshua Barker (eds.), *State of Authority. The State in Society in Indonesia, Southeast Asia Program Publications*, Cornell University, Ithaca, New York, 2009, pp. 95-117.

Indonesia ou encore le DII) ont vite compris tout le profit qu'ils pouvaient tirer du Conseil des oulémas. En faisant pression sur lui, ils parviennent à obtenir des fatwas comme celles condamnant le pluralisme et le libéralisme ou encore celle affirmant que le mouvement Ahmadiyah se situait en dehors de l'islam.

## Conclusion

En matière de lutte contre l'extrémisme religieux, l'Indonésie est à bien des égards à la croisée des chemins. Elle a remarquablement surmonté une période de troubles liés à sa transition démocratique et à l'éclatement de conflits qui couvaient depuis la période Suharto. Ses autorités, au plus haut niveau de l'état, ont compris tout le bénéfice qu'ils pouvaient tirer de leur identité de grand pays d'Islam modéré et leur réaction face au terrorisme a été dans l'ensemble fort efficace. Mais cette lutte s'est essentiellement fondée sur une vision mécaniciste et hiérarchisée du terrorisme qui à n'en considérer que les rouages, en oublie le terreau.

Ces carences ne seront pas aisées à surmonter car cela impliquera de profond changement tant au niveau des élites que dans la population. La classe politique indonésienne, formée dans son immense majorité sous l'ère Suharto, se caractérise encore par un opportunisme certain et par une culture plutôt sécularisée. Ces deux caractéristiques la prédisposent à une instrumentalisation souvent inconsiderée du mieux-disant islamique qui favorise, soit par ignorance soit par cynisme une crispation sur l'orthopraxie et l'intolérance dans la mesure où ces élites n'ont ni la légitimité religieuse ni souvent la volonté de résister aux organisations les promouvant<sup>40</sup>.

Or le nécessaire travail de rééducation en profondeur en direction de la population afin de décrédibiliser non seulement le terrorisme mais également toute manifestation d'intolérance suppose à la fois courage politique et assise religieuse.

---

<sup>40</sup> Voir une proximité coupable avec certaines d'entre elles, comme c'est le cas par exemple dans la province de Banten.

Il passe par un nécessaire « ré-enchantement de la politique » et cela tant au niveau des personnels que de celui des processus. Car le recours à l'action directe n'est pas propre à la revendication musulmane. Nombreuses sont les milices en Indonésie qui, au nom de la défense d'intérêts communautaires qu'elles jugent légitimes foulent au pied les procédures démocratiques de consultation et de décisions<sup>41</sup>. Tant qu'elles resteront des alternatives, ou même des forces supplétives, à l'action politique légale, les effets s'en feront sentir dans le domaine religieux.

La « rééducation » de la population indonésienne passe en premier lieu par une reprise en main des enseignements religieux dispensés dans les établissements scolaires : dans certaines écoles coraniques mais aussi dans les écoles publiques, cet enseignement entre souvent en totale opposition avec le discours d'ouverture tenue au sommet de l'Etat. Ce dualisme n'est pas que rhétorique puis qu'il contribue d'une part à la radicalisation de très jeunes gens, qui rejoignent ensuite des réseaux des réseaux les préparant au passage à l'acte et surtout parce qu'il nourrit l'intolérance ordinaire d'une population à l'égard de ses minorités.

Cette rééducation passe en second lieu par une attention particulière aux mosquées et organisations appelant à l'action violente. A cet égard le manque d'une législation permettant la condamnation pour incitation à la haine constitue un grave manque dans l'édifice juridique indonésien.

Cette lacune est d'autant plus préjudiciable que le refus bruyant des organisations radicales de modifier la loi sur le

---

<sup>41</sup> . Sur ces milices communautaires voire l'enquête approfondie sur le sujet menée par l'hebdomadaire *Tempo*, (15-21 novembre 2010) ainsi que l'excellent blog <http://warungkopi.blog.lemonde.fr/2010/06/29/au-royaume-des-milices/>.

blasphème a incité la cour suprême à statuer en ce sens. En d'autres termes si il est aujourd'hui possible d'appeler à la violence au nom de la religion il est par contre formellement interdit d'émettre la moindre critique envers la religion (dans les faits surtout envers l'Islam).

D'une manière générale, les autorités indonésiennes devraient mettre fin à l'incohérence pour ne pas dire l'hypocrisie de leur conduite consistant d'une part à affirmer la nécessité du pluralisme religieux tout en participant à une surenchère du mieux-disant islamique. Cette dernière ne poserait pas de problème si elle se limitait à une extériorisation de la piété mais qui, dans les faits, s'accompagne trop souvent de l'idée sous-jacente d'une supériorité de l'islam. Ces mêmes autorités pourraient s'appuyer dans cette nouvelle politique sur la tradition de tolérance des grandes organisations, Muhammadiyah et Nahdlatul Ulama qui réclament des actions concrètes contre l'intolérance<sup>42</sup>.

Elles pourraient elles aussi être mises en face de leurs responsabilités, en particulier en exigeant de leurs représentants au conseil des oulémas une attitude plus claire.

L'ensemble des progrès encore à réaliser relève d'une véritable révolution copernicienne pour une large partie des élites du pays. Les prochaines échéances électorales de 2014 pourraient voir l'émergence d'une nouvelle génération de politiciens plus cohérents sur ces questions, mais cela suppose d'abord que les électeurs eux-mêmes prennent conscience du nécessaire sursaut à opérer.

---

<sup>42</sup>. Le Nahdlatul Ulama a même, lors de son dernier congrès, annoncé la création d'une « milice anti-milice » destinée à lutter contre l'extrémisme.



Publié par la Délégation aux affaires stratégiques du Ministère de la  
défense et des anciens combattants d'après un travail réalisé par Rémy  
Madinier, chercheur à Asia Centre

Accessible en ligne sur <http://www.defense.gouv.fr/das>

